

A la recherche du socialisme démocratique

par Alexandre ORT,

Professeur à l'Institut de Politique
et d'Economie Internationales de Prague.



Dès le début de 1968, les événements se déroulèrent en Tchécoslovaquie d'une façon si précipitée qu'il est difficile de les classer dans des catégories bien définies, de saisir leur dynamisme intrinsèque et leurs rapports réciproques. Une mise en valeur plus profonde exigerait un délai plus long. Quant aux seuls résumés des points marquants, ils risqueraient d'être incomplet et très imprécis.

D'autre part, l'attention que l'opinion mondiale accorde aux événements survenus dans la Tchécoslovaquie socialiste nous incite à essayer de présenter des informations plus précises sur notre évolution. Nous sommes des témoins oculaires et nous pouvons, en tant que tels, donner notre opinion pour illustrer l'aspect général dont ceux qui s'intéressent à l'affaire tchécoslovaque s'efforcent de se faire une idée plus précise.

Mais à un forum scientifique (1), il faut essayer de donner une analyse plus approfondie. Malgré le risque inévitable d'imperfections, il nous faut nous efforcer de mettre en relief les lois principales de l'évolution et, peut-être aussi, de présenter un jugement théorique préalable de certaines expériences. Même s'il ne s'agit que d'une tentative partielle, il faut essayer de ne pas déranger les proportions quant à l'importance des différents événements, de ne pas surestimer ce qui nous paraît être sympathique et sous-estimer le désagréable.

Toute analyse scientifique implique une dose indispensable d'objectivité. Mais nous, qui participons activement au processus bouleversant qui se déroule actuellement en Tchécoslovaquie, nous ne pouvons nous dépersonnaliser que dans une certaine mesure. Chacun de nos jugements est logiquement imprégné d'une certaine dose de subjectivisme et manque donc inévitablement d'une totale objectivité.

(1) Le présent article est le résumé de l'exposé fait au Colloque de l'IPSA (Salzbourg, septembre, 1968).

Il faudra donc en tenir compte et vérifier d'une manière critique et préciser constamment tout ce qui a été dit.

La crise de l'ancien régime.

La première question qui se pose toujours est celle de la recherche des causes et des racines des profonds changements survenus en Tchécoslovaquie après janvier 1968. Sont-ce les problèmes économiques qui les provoquèrent ou bien s'agissait-il surtout d'un conflit avec le front culturel ? Était-ce une attaque contre le socialisme en tant que système ou seulement contre les erreurs de la politique concrète menée par l'ancien régime ?

Il semble qu'on se rapprochera le plus de la vérité en soulignant qu'une crise générale a déferlé aussi bien dans la sphère économique et culturelle que dans le domaine politique et la vie sociale du pays. Au reste, on ne pourra jamais séparer un aspect de l'autre et, dans le cas qui nous occupe, les différents caractères de la crise s'interpénétraient à tel point qu'il est difficile de les séparer.

Incontestablement, les erreurs les plus marquantes et les plus sensibles relevaient de la sphère économique. Ce fut aussi cet aspect qui se manifesta le premier à l'ancienne direction laquelle, après quelques hésitations, donna son accord pour élaborer un nouveau système de gestion de l'économie nationale aux travaux duquel participèrent de nombreux spécialistes éminents tchécoslovaques. Le nouveau système économique fondé sur une alliance souple de la planification et de l'influence du marché fut adopté par les autorités supérieures et progressivement appliqué.

Mais il s'avéra bientôt que l'application systématique du nouveau système se heurtait à de nombreux problèmes en raison de sa contradiction avec le système politique général appliqué dans le pays. La centralisation politique rigoureuse ne pouvait pas donner suffisamment de liberté d'action au système de gestion moderne et décentralisé de l'économie nationale.

L'effort des forces progressistes déployé pour réaliser les principes du nouveau système se heurtait inévitablement à la direction supérieure qui n'avait aucune intention d'abandonner son monopole du pouvoir. Il s'avéra très rapidement qu'on ne pouvait écarter l'affection générale dont était atteinte la société en ne prenant que des mesures partielles touchant un seul domaine de la vie sociale, même si c'était le plus urgent, à savoir incontestablement, celui de l'économie nationale.

Depuis le début de 1967 des conflits commencèrent à s'approfondir même dans d'autres domaines. En simplifiant quelque peu, on pourrait distinguer trois étapes principales de l'évolution. La première culmina

avec la critique du régime au congrès des écrivains tenu au printemps 1967 où l'on réagit très sensiblement et ouvertement contre les insuffisances de la vie sociale du pays.

Même s'il pouvait sembler au premier abord qu'il ne s'agissait que d'un conflit sur le front culturel, c'était en fait la manifestation de la crise politique bien que tous ne s'en rendissent pas immédiatement compte. Voilà pourquoi aussi l'influence des événements fut très forte dans les centres culturels du pays alors qu'elle resta relativement faible à la campagne et dans les petites villes.

Mais lorsqu'en automne la direction de l'ancien régime essaya de répondre par une contre-attaque en prenant des sanctions et en excluant même certains écrivains du PCT, le conflit prit plus d'extension. Beaucoup plus de gens se rendirent compte que la question du front culturel n'était pas la seule en jeu, mais que cette crise était un signal annonçant des défauts beaucoup plus graves dans la direction actuelle du pays.

Une intervention policière brutale contre les étudiants universitaires réclamant au cours d'une calme manifestation des améliorations dans leurs internats (le chauffage central ne fonctionnait pas, coupures de courant fréquentes, etc.) provoqua un profond mécontentement parmi le large public. Cette fois, les manifestations de mécontentement ne se limitèrent plus au front culturel ou aux seuls intellectuels. En effet, les couches les plus larges de la population se rendirent compte du grand désordre qui devait régner puisque, dans un régime socialiste, on se permettait d'agir aussi brutalement contre les enfants des ouvriers, des paysans et des travailleurs intellectuels. Il ne s'agissait en effet en rien d'une manifestation de blousons noirs, mais d'une réclamation portant sur des réparations nécessaires sans lesquelles les étudiants ne pouvaient pas étudier.

Pendant la crise n'éclata pas encore pleinement à ce moment, car immédiatement après les événements la direction du Parti Communiste se rendit à Moscou pour célébrer le 50^e anniversaire de la grande Révolution Socialiste d'octobre. La solution ne devait être cherchée qu'au mois de décembre à la session du CC du PCT. Ainsi, l'analyse de la crise fut reportée de deux mois.

Mais rien ne pouvait plus l'arrêter. Si les délibérations du comité central du PCT furent interrompues par les fêtes de Noël et du Nouvel An, une décision importante avait néanmoins déjà été prise. Le premier pas à faire pour écarter tous les désordres était d'établir une nette séparation entre les fonctions de président de la République et celles de premier secrétaire du CC du PCT afin de liquider progressivement le cumul malsain de tous les postes dans les mains d'un petit nombre de fonctionnaires dirigeants.

Cette décision apparemment assez modeste par rapport au système rigoureusement centralisé du pouvoir, engendra toutefois de vastes conséquences. La résolution du CC du Parti Communiste qui, après une longue période, commençait à se rendre pleinement compte de ses droits et de ses devoirs, ouvrit en effet la voie vers des changements beaucoup plus importants. La nouvelle étape dans la recherche d'un nouveau procédé pour édifier le socialisme qui tiendrait compte dans une plus grande mesure des traditions nationales et des particularités du pays, commença par la session plénière du CC du PCT de janvier.

Les communistes se rendirent pleinement compte que le véritable marxisme créateur exige que l'on accorde une attention maximale aux particularités de chaque pays et que le succès de l'édification du socialisme dépend en premier lieu de leur plein respect et de leur application au profit du progrès.

Question du nouveau programme.

Au début de 1968, la nouvelle direction se trouva dans une situation à laquelle elle n'était pas préparée. Dans le mouvement communiste en général, le fait que les fractions ne sont pas autorisées entraîne, à côté de nombreux aspects positifs, de graves problèmes notamment en ce qui concerne la capacité d'action des partis communistes. L'absence de fractions ne permet pas d'élaborer des variantes de la solution et, par conséquent, si des changements dans la direction des partis interviennent, on se heurte à des difficultés lors de l'élaboration d'un nouveau programme.

Ce n'est qu'après son instauration après janvier 1968 que la nouvelle direction du Parti Communiste Tchécoslovaque se lança dans l'élaboration d'un document qui devait devenir un programme de réanimation de la vie politique de tout le pays. A partir des initiatives partielles qui s'étaient manifestées déjà dans la période précédente, il fallait élaborer un document concis qui montrerait la voie aux couches les plus larges de notre société.

L'élaboration des questions les plus importantes se déroula dans une situation tout à fait particulière. L'énorme activité politique qui s'était développée dans tout le pays après janvier 1968, forma un cadre favorable exceptionnel à ce processus. Or, même ainsi, la mise sur pied du Programme d'Action ne fut pas une affaire facile.

Même si le Programme d'Action était avant tout compris comme un résumé des tâches immédiates se dressant devant le Parti et le peuple, il fallait répondre en même temps à la question des erreurs et des déformations du passé. Toutefois, si l'on voulait que le Programme

d'Action devienne le mobilisateur de toute activité politique future, il ne restait guère de temps pour faire une analyse détaillée de la période précédente. En outre, toute une série de questions compliquées ne se trouvaient qu'au stade préparatoire et personne ne pouvait donner immédiatement une réponse précise aux problèmes complexes qui se posaient au Parti Communiste Tchécoslovaque.

D'autre part, le Programme d'Action devait s'occuper de bon nombre de problèmes fondamentaux comme, par exemple, la question de la fédération, le nouveau système politique susceptible d'offrir un espace suffisant pour réaliser le nouveau système de gestion de l'économie nationale, l'élaboration d'une nouvelle conception sur le rôle dirigeant du Parti Communiste et les questions du Front National qui en découlent, etc.

Le Programme d'Action devait en même temps réparer les nombreuses erreurs partielles du passé violemment critiquées par l'opinion publique. La plupart des problèmes se rattachaient aux procédés arbitraires employés par la police contre certains citoyens où souvent les principaux articles de la Constitution tchécoslovaque avaient été violés. A part les erreurs graves, voire les illégalités, on a sévèrement critiqué même la pratique bureaucratique dans le domaine des passeports ce qui semait l'amertume dans l'opinion publique.

Des faits mentionnés ci-dessus, il ressort nettement que les auteurs du Programme d'Action se trouvaient devant le problème difficile d'affronter un énorme ensemble de problèmes et de mesurer le niveau et l'importance de chacun d'eux. Il fallait élaborer une analyse critique du passé, dresser les tâches principales de caractère plus général et ne pas oublier en même temps les revendications très concrètes de la majorité de l'opinion publique.

L'élaboration du Programme d'Action se déroulait dans une situation tout à fait exceptionnelle. Les conférences du Parti Communiste qui s'étaient tenues dans les districts et dans les régions avaient développé une activité politique exceptionnelle. Toutes les organisations du Parti travaillant avec une ardeur sans précédent avaient démontré sur des exemples concrets l'absurdité de la thèse affirmant que les larges masses de la population sont apolitiques.

L'activité ne se limitait pas seulement aux communistes. Par ses activités, l'écrasante majorité de la population de notre pays manifestait chaque jour que le destin de sa patrie ne la laissait pas indifférente et elle déployait une grande initiative dans la vie politique renaissante de tout le pays. Tous avaient compris qu'une poignée de responsables dirigeants et de personnalités ne pouvaient pas suffire pour réparer les erreurs, qu'il fallait que le peuple tout entier agisse pour créer les bases du nouveau modèle du socialisme tchécoslovaque qui, en respectant

les principes généraux, veillerait beaucoup plus aux traditions nationales et aux particularités de la République et profiterait au maximum des conditions qui s'offrent en Tchécoslovaquie pour sa réalisation.

Cette exceptionnelle activité des masses les plus larges, surtout des communistes, rendait le travail des auteurs du Programme d'Action plus difficile encore en raison des nombreux amendements qu'on devait constamment apporter au programme. Mais par ailleurs, elle était positive, car ainsi, le Programme d'Action ne pourrait jamais être considéré comme l'œuvre d'un cabinet ou un document secret. Il était, au contraire, adopté et complété en permanence grâce à une participation active des couches les plus larges de la population. A part les Tchèques et les Slovaques, un nombre toujours plus grand d'étrangers participaient à l'élaboration de ce programme.

L'union étroite des auteurs du programme avec les couches les plus larges de la population aboutissait dans une certaine mesure, au fait que ce programme était progressivement adopté par la population de sorte qu'au moment de sa proclamation et de son adoption par le comité central du PCT il était pratiquement déjà adopté par tous les citoyens de la République.

Ce retentissement spontané et ce soutien général dont jouissait le Programme d'Action élaboré par le Parti Communiste témoignait, entre autres, du fait que le PCT avait pleinement gardé son rôle dirigeant et que les peuples de Tchécoslovaquie le lui reconnaissaient. Mais cette fois ce n'était plus un rôle dirigeant imposé par la force, mais bien d'un rôle découlant, comme cela avait toujours été le cas dans les moments décisifs de l'histoire de notre pays, du fait que le PCT avait la vue la plus claire de l'avenir et avait su présenter à tout le peuple un programme qui répondait aux aspirations des couches les plus larges de la population.

Parmi les problèmes les plus importants sur lesquels le Programme d'Action s'est prononcé figurait la question de la coexistence des Tchèques et des Slovaques dans un même Etat qui prévoyait l'application d'une fédération totale devant en outre compter avec une extension des droits aux autres nationalités et une ébauche d'un système politique nouveau. Il s'agissait d'appliquer avec esprit de suite la démocratie dans toute la vie sociale, de renouveler le rôle du Front National et de créer une nouvelle conception du rôle dirigeant du Parti Communiste dans un Etat socialiste.

Tout ce processus qui se déroulait depuis janvier 1968 en Tchécoslovaquie a pris couramment l'appellation de renaissance. C'est là un fait très important, car cela montre d'une façon univoque et incontestable qu'il s'agissait de réparer les erreurs du passé et de concevoir un socialisme

plus juste répondant au maximum aux idéaux des plus grands théoriciens du socialisme et du communisme. Il n'était absolument pas question de liquider le socialisme en Tchécoslovaquie, mais uniquement de le démocratiser et de le rallier aux traditions les plus progressistes et les plus humanitaires de nos peuples.

Souvent, ce nouveau modèle s'appelait le « socialisme à visage humain » pour montrer clairement à quel point il s'éloignait de toutes les erreurs et fautes commises par l'ancienne direction qui, justement dans ce domaine, avaient causé beaucoup de difficultés et de souffrances aux peuples de Tchécoslovaquie.

La fédéralisation de la Tchécoslovaquie.

Un des problèmes les plus importants était le besoin de régler les rapports entre les deux nations principales de Tchécoslovaquie. Le cinquantième anniversaire de la naissance d'un Etat moderne et indépendant donnait assez de suggestions dans ce domaine et la critique des erreurs de l'ancienne direction centralisée était souvent plus violente en Slovaquie qu'en Bohême-Moravie. Cela découlait incontestablement du fait que ces erreurs du centralisme poussé se faisaient plus nettement sentir en Slovaquie que dans les autres parties de notre pays et doublaient encore par les erreurs commises dans la question nationale.

Vers la fin de la Première Guerre mondiale, avant même que fût fondé l'Etat indépendant, des discussions s'étaient déjà déroulées sur la coexistence des Tchèques et des Slovaques dans un Etat commun. Mais la fédération revendiquée par les organisations slovaques à l'étranger n'avait pas été réalisée. Par crainte de certaines tendances séparatistes, la direction de la résistance avait fait appliquer la conception de l'Etat unique tchécoslovaque. A cela se rattachait également l'idée d'une nation tchécoslovaque unique groupant la majorité de la population de notre pays à l'intérieur duquel vivaient encore des minorités nombreuses d'Allemands, de Hongrois et d'autres nationalités.

Même si les craintes éprouvées par les politiciens dirigeants de la résistance tchécoslovaque de cette époque nous sont actuellement compréhensibles, cela ne change rien à la réalité que le peuple slovaque n'avait jamais été pleinement satisfait de cette solution. La constitution d'un Etat souverain était incontestablement un grand pas en avant dans la lutte pour la liberté et l'indépendance nationale, mais cela ne pouvait sous cette forme satisfaire pleinement le peuple slovaque.

Vers la fin des années trente, la question nationale irrésolue fut une des causes de la dislocation de la République Tchécoslovaque. Les

forces réactionnaires de l'intérieur du pays et de l'étranger se servirent habilement de cette question pour affaiblir la République Tchécoslovaque et, au moment de l'invasion nazie, les éléments nationalistes cléricaux constituèrent en Slovaquie un nouvel Etat fantoche sous la protection du gouvernement nazi du Troisième Reich.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le régime réactionnaire de l'Etat Slovaque ouvrit les yeux à l'écrasante majorité de la population slovaque et il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le Soulèvement National slovaque de 1944 fût animé par l'esprit de rétablir la République Tchécoslovaque et l'effort de coexister avec le peuple frère tchèque dans un Etat commun. Mais déjà à cette époque, le Conseil National Slovaque, organe politique suprême de la nation slovaque, avait élaboré un projet d'instauration d'un système fédéral dans la République reconstituée. Son application se heurta à la résistance de certains partis politiques tchèques et les délibérations aboutirent à un compromis légalisé dans la nouvelle Constitution du 9 mai 1948 adoptée le jour de l'anniversaire de la libération nationale.

Mais ces mesures relativement minces destinées à satisfaire les justes revendications de la nation slovaque avaient été entièrement annulées dans la nouvelle Constitution de la République Socialiste adoptée en 1960. Le Corps des Commissaires a été dissout et les pouvoirs du Conseil National Slovaque réduits au minimum. Les efforts déployés pour unifier le système national ont mené au renforcement du pouvoir des Comités Nationaux Régionaux surtout au détriment du CN slovaque.

Il n'y a donc rien d'accidentel dans le fait que l'effort en vue de corriger les erreurs de la période précédente ait été lié, dans l'esprit de la nation slovaque, à l'idée d'une nouvelle coexistence réformée dans un même Etat fédéré. Si en Slovaquie ces questions occupaient la vedette dans le processus des réformes, dans les pays tchèques la question nationale se trouvait d'abord en dernière position et l'intérêt et l'attention principale de la population s'orientait avant tout vers la démocratisation de la vie publique.

L'orientation slovaque vers la fédération comme tâche numéro un et celle des Tchèques vers la démocratisation entraînèrent au début des malentendus, voire certaines critiques. Les explications réciproques menèrent peu à peu vers une meilleure compréhension des problèmes de chaque partie et à une meilleure entente mutuelle. Dès lors, l'accord principal pour une fédération sur la base du principe national a été réalisé plus facilement et a conduit à refuser les projets de fédération à trois, c'est-à-dire fondée sur les traditions de trois régions, la Bohême, la Moravie et la Slovaquie.

S'il était relativement facile de s'entendre sur les questions fondamentales, on rencontra cependant beaucoup plus de difficultés pour trouver

une solution optimale pour les deux parties. Il fallait résoudre toute une série de questions partielles et concrètes se rattachant à l'application de la fédération. Mais on a réussi peu à peu à en surmonter la plus grosse partie et à trouver une solution commune.

*
* *

La situation relativement la plus compliquée se trouvait toutefois dans le domaine économique. La révolution scientifique et technique qui se manifeste progressivement dans les différents pays avec de plus en plus de force conduit vers l'intégration économique plutôt que vers la décentralisation démocratique. Il s'avérait assez difficile de bien mettre en harmonie cette contradiction dialectique et ce problème a soulevé beaucoup de discussions et de querelles.

Mais à la fin, la réalité elle-même s'est révélée être un argument décisif. Les grandes entreprises qui possédaient des usines filiales aussi bien en Bohême-Moravie qu'en Slovaquie, revendiquaient le maintien de l'unité économique pouvant assurer au développement technique des conditions bien meilleures que les marchés nationaux plus réduits et indépendants.

De nombreux problèmes compliqués ont surgi dans le domaine de la juridiction constitutionnelle. La constitution des gouvernements nationaux tchèque et slovaque supposait une nette délimitation de leurs droits, une division du travail entre eux et le gouvernement fédéral, la détermination des tâches du gouvernement commun et ainsi de suite. Des questions analogues se manifestaient dans le domaine des corps représentatifs. Il fallait créer à côté des Conseils Nationaux Tchéquie et Slovaquie qui deviendront des Parlements nationaux, une Chambre du Peuple et une Chambre des Nationalités. Il est plus qu'évident que cela faisait surgir un grand nombre de problèmes très concrets que devait résoudre la loi constitutionnelle sur la fédération adoptée le 28 octobre à l'occasion du 50^e anniversaire de la fondation de la République Tchécoslovaque et les mesures législatives qui vont suivre.

Actuellement, le Conseil National Tchéquie se trouve toujours devant la question de la position de la Moravie dans le cadre de la République Socialiste Tchéquie. Même si l'on ne prévoit pas le renouvellement de deux ou de trois (avec la Silésie) organisations territoriales, on reconnaît cependant la nécessité de satisfaire les justes revendications de la Moravie. On prévoit, entre autres, de faire siéger certains organes nationaux tchèques à Brno. On a même obtenu des propositions de faire siéger tout le gouvernement tchèque à Brno alors que Prague resterait le siège des organes fédéraux.

Toutes ces questions compliquées continuent à être discutées et, tout en espérant que le processus de l'approfondissement de la démocratie socialiste se poursuive à l'infini, il faudra revenir constamment au problème du respect des intérêts nationaux et locaux. La question encore irrésolue est celle des régions. Surtout en Slovaquie ce maillon administratif s'avère être inutile et dans tout le pays prédomine l'opinion que la direction à deux degrés, appropriée et décentralisée, conviendrait mieux que la division actuelle en trois éléments — localité, district, région. Mais la suppression des régions nécessitera probablement un certain remaniement du réseau des districts et du pouvoir des organes locaux, voire dans certains cas la fusion de certaines communes plus petites. A toutes ces questions, se rattache inévitablement le rôle des Comités Nationaux en tant qu'organes du pouvoir aux différents degrés.

Le système politique.

Enfin, toutes les questions mentionnées se rattachent les unes aux autres et imposent à notre société le devoir d'améliorer tout le système politique du socialisme dans la République Tchécoslovaque. Les erreurs des années cinquante constituent une certaine base à partir de laquelle on peut chercher de nouvelles formes de direction de la société socialiste. Il est surtout clair à tous que personne ne voudra plus revenir aux erreurs et aux déformations des années cinquante. Plus difficile est cependant la question de savoir comment aller toujours de l'avant.

En cherchant les nouvelles voies, nous nous efforçons avant tout de tirer des enseignements du passé, nous consultons les expériences de nos prédécesseurs. Mais en même temps, nous nous rendons compte qu'un retour en arrière est impossible. Il faut donc regarder en avant et élaborer un programme pour l'avenir. La répétition du passé est impossible, elle pourrait nous mener vers des erreurs encore plus graves.

Même ceux qui critiquaient sans réserve le système socialiste tchécoslovaque dans son ensemble ont activement soutenu la direction du Parti et de l'Etat d'après janvier. Surtout pour des raisons nationales et nationalistes, ils se prononçaient incontestablement pour les représentants officiels de l'Etat.

Ainsi, sans que la direction du PCT y soit pour quelque chose, l'unité du peuple a pris certains traits nationaux ce qui, sous l'aspect marxiste, n'est pas forcément une erreur, mais une réalité constatée. Par contre, les aspects nationalistes qui s'y manifestèrent n'avaient souvent rien de commun avec le programme progressiste du PCT. D'autre part, même aujourd'hui, le Parti Communiste n'a nullement l'intention d'exclure qui que ce soit de l'unité du peuple. Au contraire, il emploiera tous

ses efforts pour amener la plus grosse partie possible de la population à soutenir la direction du Parti et de l'Etat de janvier et la réalisation maximale du Programme d'Action.

Certes, quelques éléments nationalistes se détacheront de l'unité populaire fondée sur le soutien du Programme d'Action. Toutefois, il n'est pas certain qu'une partie d'entre eux changent leur attitude à l'égard des communistes et du régime socialiste en Tchécoslovaquie sous l'influence des événements survenus au cours de l'année. En conséquence, il faudra consentir à faire de nouveaux efforts afin de les gagner totalement à l'unité de tout le peuple.

Par ailleurs, il reste incontestablement une importante partie de conservateurs qui, pour des raisons de programme ou parce qu'ils se sentent offensés, se sont dressés contre l'évolution d'après janvier. Ce groupe s'est déjà également détaché ou se détachera de l'unité populaire générale et, en raison de son attitude hostile à l'égard des réformes de janvier, il prendra des décisions pouvant entraîner des conséquences très fâcheuses.

Au cours de cette année, la question de l'unité en Tchécoslovaquie a suivi une évolution très compliquée. En outre, elle est devenue l'objet des attaques de la presse des cinq pays du Pacte de Varsovie bien qu'avec des intensités distinctes et sous des aspects différents. L'aspect positif de cette situation réside incontestablement dans le fait que le PCT a développé et maintient encore des contacts très étroits avec les couches les plus larges de la population. De plus, la base de cette unité réside toujours dans le Programme d'Action dont le caractère socialiste et démocratique est incontestable. Actuellement, cela constitue une garantie pour l'évolution progressiste ultérieure en Tchécoslovaquie.

Aspects extérieurs du processus démocratique.

Le peuple tchécoslovaque considérait que l'évolution après janvier et la recherche des nouvelles formes du socialisme était sa propre affaire. La réparation des erreurs du passé nécessitait la création de conditions nouvelles pour un développement réellement démocratique du socialisme en Tchécoslovaquie. Pour les réaliser, il fallait prendre au maximum en considération toutes les particularités issues des traditions et des autres conditions du développement de nos deux nations. Le processus de la renaissance tchécoslovaque s'efforçait de trouver une forme du socialisme qui correspondrait le mieux aux conditions de notre pays.

Les communistes tchécoslovaques ne prétendaient pas avoir trouvé un remède pour tous. Ils cherchaient à réparer les erreurs qu'ils avaient commises eux-mêmes, mais ce faisant, ils étaient prêts à tout moment à informer leurs amis et à échanger avec eux leurs expériences. A leur

avis, cela devait être profitable aux deux parties, mais notamment à eux-mêmes, car celui qui cherche de nouvelles voies commet inévitablement des erreurs et des fautes et à besoin par conséquent, du maximum de remarques critiques et de conseils amicaux.

Voulant édifier un socialisme correspondant au maximum aux conditions de leur pays, les représentants tchécoslovaques devaient par ailleurs respecter pleinement les conditions différentes existantes dans les autres pays et compter avec le fait que les opinions des représentants de ces pays ne seraient pas forcément toujours identiques. Ils considéraient donc l'échange d'idées comme une nécessité et étaient prêts à participer aux formes les plus diverses de discussion.

Par conséquent, après l'échange de lettres entre nos représentants et ceux de certains partis communistes des autres pays socialistes, l'opinion publique admettait que nos dirigeants entrent en contact et échangent leurs idées avec eux. Le plein soutien de la direction du Parti et de l'Etat manifesté souvent d'une façon spontanée par l'écrasante majorité de notre population démontrait clairement que la direction du PCT est vraiment le porte-parole de la grosse majorité du peuple de notre pays.

Les représentants tchécoslovaques présentaient tout à fait ouvertement leurs intentions, jugeaient d'une façon critique leurs succès et s'efforçaient de tirer un enseignement de leurs erreurs. Les discussions de Cierná nad Tisou et surtout celles de Bratislava donnaient à espérer que l'échange amical et ouvert des idées apporterait un important soutien des communistes tchécoslovaques dans leur recherche d'une voie vers le socialisme démocratique pourrait enrichir le marxisme-léninisme sur la base de la mise en valeur de certaines nouvelles expériences. Même si les communistes tchécoslovaques ne cherchaient que la solution de leurs propres problèmes, il pouvait sembler que leurs expériences pouvaient être intéressantes et utiles pour les autres partis communistes.

L'application systématique de l'aspect marxiste nécessite aussi bien le respect des principes généraux que celui des conditions concrètes de chaque pays. Le peuple tchécoslovaque considérait les considérations critiques de ses amis comme un véritable effort dans la recherche des voies nouvelles. En remplissant pleinement ses fonctions politiques de tous les jours, on n'a pas souvent le temps de juger les problèmes compliqués sous tous leurs aspects. Par conséquent, toute remarque critique de nos amis nous était très précieuse et encourageante pour chercher de nouvelles issues et de nouvelles solutions.

Le peuple tchécoslovaque se rendait très bien compte de tout cela et considérait par conséquent l'échange d'idées avec les autres partis communistes des pays socialistes comme un fait très important et positif.

Voilà pourquoi l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 par les troupes des cinq Etats du Pacte de Varsovie et l'occupation de notre territoire a provoqué un énorme choc psychologique et une surprise désagréable. La résistance de tout un peuple uni et unanime a été la conséquence logique découlant de l'évolution d'après janvier et de l'activité politique exceptionnelle qui la caractérisait.

L'histoire nous apprend qu'il est très difficile de formuler ses idées par les armes. Jamais encore l'intervention armée n'a réussi à changer la façon de penser d'un peuple ni à modifier ses opinions. Elle n'a pu que les refouler à l'arrière-plan de la vie publique. Dans la lutte des idées, la force est un argument fort douteux qui n'a jamais réussi à vaincre pour une période très longue.

Perspectives du socialisme démocratique après août 1968.

L'occupation de la Tchécoslovaquie d'août 1968 a sensiblement modifié les conditions nécessaires pour chercher une voie vers la réalisation du socialisme démocratique à visage humain tel qu'il était formulé dans le Programme d'Action du PCT au printemps 1968. Ce programme restera-t-il en vigueur ou faudra-t-il en élaborer un autre ?

On peut constater d'une façon univoque seulement une chose : le retour aux conditions d'avant janvier n'est plus possible. La roue de l'histoire ne peut pratiquement jamais revenir à son point de départ. L'évolution peut être limitée, voire arrêtée temporairement, mais elle ne revient jamais entièrement en arrière. Pendant les six derniers mois, la jeunesse tchécoslovaque a acquis une maturité politique à une vitesse exceptionnelle. La population a appris à vivre dans la politique et a littéralement renoncé au funeste héritage du passé. Il serait peut-être possible de la refouler vers la passivité politique, mais impossible de la gagner pour assurer le soutien d'une politique en contradiction flagrante avec l'évolution qui a suivi janvier.

Les représentants tchécoslovaques ainsi que les personnalités dirigeantes des cinq pays du Pacte de Varsovie se rendent bien compte de cette réalité. Pour cette raison, tous les documents officiels déclarent d'une façon univoque que les troupes étrangères ne s'ingéreront pas dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie et soulignent que personne ne tient à un retour vers les conditions d'avant janvier.

Quiconque pense d'une façon réaliste sait très bien que les conditions ont beaucoup trop changé pour qu'il soit possible d'appliquer les mêmes procédés que ceux d'avant août. D'autre part, les communistes tchécoslovaques se laisseront toujours guider dans leurs activités par le Programme d'Action. Il suffira seulement de l'adapter quelque peu aux nouvelles

conditions. Il faut mettre tout en œuvre pour accomplir la partie réalisable du Programme d'Action dans les conditions données.

L'évolution d'après janvier a fait surgir de nombreux problèmes assez compliqués qu'on n'a pas toujours réussi à formuler d'une façon théorique suffisante. Il faudra donc consacrer maintenant une attention accrue à toutes les questions théoriques découlant de cette évolution et essayer de trouver des réponses maximalement justes à toutes les questions auxquelles nous n'avons pas réussi à répondre suffisamment jusqu'ici.

Il ne fait nul doute que bon nombre d'entre elles, voire peut-être la majorité, revêtent un caractère de longue durée ; mais tôt ou tard elles reparaîtront dans la vie politique et demanderont une solution. L'élaboration théorique de nombreux problèmes, y compris les aspects éventuels sous lesquels on peut les considérer, devient actuellement un devoir urgent du front théorique, notamment des communistes tchécoslovaques.

La direction actuelle du Parti Communistes Tchécoslovaque jouissant d'un soutien sans précédent de toute la population, est décidée à marcher en avant sur cette voie. Elle s'efforcera de réaliser le Programme d'Action autant que possible et fera une analyse théorique des problèmes les plus divers qui pourront surgir à l'avenir. Dans la réalisation de cette politique, le peuple tchécoslovaque lui accordera toujours son soutien maximum et son aide.

Décembre 1968.

